

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 13/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ALSTOM TRANSPORT SA**

48 rue Albert Dhalenne  
93400 Saint-Ouen-Sur-Seine

Références : 2025-V2-434  
Code AIOT : 0007000522

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2025 dans l'établissement ALSTOM TRANSPORT SA implanté Parc d'Activités Lavoisier Rue Jacquard - BP 45 59494 Petite-Forêt. L'inspection a été annoncée le 17/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALSTOM TRANSPORT SA
- Parc d'Activités Lavoisier Rue Jacquard - BP 45 59494 Petite-Forêt
- Code AIOT : 0007000522
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Groupe ALSTOM exerce 3 activités principales :

- secteur Power : équipements et services pour la production d'énergie ;
- secteur Grid : équipements et services pour la transmission d'énergie ;
- secteur Transport : équipements et services pour le transport ferroviaire.

Le site de Valenciennes - Petite-Forêt fait partie du secteur Transport.

Implanté sur une superficie de 42 hectares, le site de Valenciennes - Petite Forêt emploie actuellement environ 2 400 personnes (employés, intérimaires et prestataires). L'équipe Projet du Groupe (secteur Transport) est implantée sur ce site.

L'établissement dispose de plusieurs lignes de fabrication en série qui fonctionnent en semi-continu :

- un atelier de préparation des pièces métalliques,
- un atelier de chaudronnerie aluminium,
- un atelier de chaudronnerie acier,
- un atelier de grenaillage et peinture des voitures,
- une ligne de finition Métro,
- une ligne de finition TER,
- un atelier d'essais.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral modificatif du 24 juillet 2009.

L'activité principale du site relevant de la réglementation relative aux installations classées est l'activité de peinture relevant de la rubrique 2940.2-a sous le régime de l'enregistrement.

Concernant les émissions de COV, le site relève des rubriques 2940 (peinture, colle) (enregistrement) et 1978 (utilisation de solvants organiques)(déclaration).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	COV visés par l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé	Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 34	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Substances à phrases de risque	Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 35	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	PGS	Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 37.I	Demande d'action corrective	3 mois
9	Valeurs limites en flux	Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 32.III	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Valeur limite d'émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 36	Sans objet
5	Schéma de maîtrise des émissions de COV	Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 37.II	Sans objet
6	Emission annuelle cible	Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 37.III	Sans objet
7	Contrôle du PGS et du SME	Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 37.IV	Sans objet
8	Valeurs limites en concentration	Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 32.I et II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu de l'exploitant qu'il fournisse les justificatifs demandés et qu'il mette en place les actions correctives nécessaires pour remédier aux différentes non-conformités dans les délais impartis.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : COV visés par l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 34
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, COV visés par l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant n'utilise aucune substance concernée par l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas utiliser de substances de l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.  L'exploitant n'a pas été en mesure, en séance, de le justifier.  Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées un plan de gestion des solvants (PGS) mis à jour au 25 novembre 2025. Dans l'onglet « calculs taux de conversion », figure une liste de produits utilisés avec leur numéro CAS.

Après examen, aucune de ces substances ne figure à l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998.

**Fait avec suite n° 1 (demande de justificatif) :** L'exploitant indiquera, sous un délai maximal de 15 jours, si la liste des produits utilisés fournie est exhaustive. A défaut, l'exploitant fournira à l'Inspection, sous un délai maximal de 3 mois, les justificatifs de la non utilisation des COV de l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié en fournissant notamment la liste exhaustive des produits utilisés sur le site contenant des COV avec leur n° CAS associé et les mentions des dangers associées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

#### N° 2 : Substances à phrases de risque

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 35

**Thème(s) :** Risques chroniques, Substances à phrases de risque

##### **Prescription contrôlée :**

Sont interdites dans l'exploitation des installations classées les substances ou préparations auxquelles sont attribuées, ou sur lesquelles doivent être apposées, les phrases de risque R 40, R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61, en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction.

##### **Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas utiliser de substances ou préparations avec les phrases de risque R40, R45, R46, R49, R60 ou R61 devenues H340, H350, H350i, H360D ou H360F.

L'exploitant n'a pas été en mesure de le justifier en séance.

Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées le bilan COV 2024 mis à jour au 25 novembre 2025 avec la liste des substances ou préparations utilisées sur chaque catégorie de voiture fabriquée (MP14, le Caire , RERNG et M7) avec leurs mentions de danger.

Après examen, aucune des substances ou préparations utilisées n'est associée aux mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F.

**Fait avec suite n° 2 (demande de justificatif) :** L'exploitant indiquera, sous un délai maximal de 15 jours, si la liste des produits utilisés dans sa version du 25 novembre 2025 est exhaustive. A défaut, l'exploitant fournira à l'Inspection, sous un délai maximal de 3 mois, les justificatifs de la non utilisation de substances ou préparations associées aux mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F en fournissant notamment la liste exhaustive des produits utilisés sur le site et

**les mentions des dangers associées.**

L'Inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'en cas de changement de substance ou préparation, celui-ci doit s'attacher à vérifier l'absence des mentions de dangers précédemment mentionnées.

L'exploitant a expliqué que, lors de l'entrée d'un nouveau produit, une Demande d'Utilisation de Produit (DUP) est réalisée par le demandeur (ateliers collage/peinture). Ensuite, trois validations doivent avoir lieu (services EHS, Eco-conception et médecin du travail) qui garantissent l'absence de l'utilisation de substance ou préparation avec ces mentions de danger.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 3 : Valeur limite d'émissions diffuses**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 36

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeur limite d'émissions diffuses

**Prescription contrôlée :**

Le flux annuel d'émissions diffuses ne dépasse pas 25% de la quantité de solvants utilisés.

**Constats :**

D'après les éléments fournis par le PGS 2024 (version transmise le 16 octobre 2025), les émissions diffuses ( $O_4$ ) sont de 14 % ( $O_4 = 1923,17$  kg et les solvants consommés  $I1 = 13657,6$  kg).

Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis le PGS 2024 mis à jour au 25 novembre 2025 en prenant en compte les différentes remarques faites en séance sur son PGS. Après examen,  $O_4$  est à 14 % ( $O_4 = 1857,85$  kg et  $I1 = 13592,3$  kg).

Le seuil des 25 % est respecté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : PGS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 37.I

**Thème(s) :** Risques chroniques, PGS

**Prescription contrôlée :**

Pour la surveillance des émissions de l'ensemble des COV, l'exploitant élabore un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de ses installations. Sur la base de ce plan, l'exploitant établit, à une fréquence trimestrielle, un bilan des émissions de solvants issues de l'application des peintures, qu'il transmet à l'Inspection des installations

classées à la même fréquence. Ce bilan doit porter sur l'ensemble des émissions de COV de l'établissement.

Il tient à cet effet une comptabilité des quantités et teneurs en solvants mis en œuvre dans les produits consommés. Il réalise un bilan des entrées et des sorties de matières y compris des solvants de dilution et de nettoyage et il détermine les rejets dans l'air, dans l'eau et dans les déchets.

#### Constats :

L'exploitant ne réalise pas de bilan trimestriel des émissions de solvants.

Il ne réalise qu'un bilan annuel qu'il ne transmet pas à l'Inspection des installations classées.

Le bilan COV de l'année 2024 a été présenté en séance.

Le bilan COV 2024 contient un bilan des entrées, calculé théoriquement sur la consommation par véhicule et rapporté au nombre de véhicules peints.

Le PGS 2024, déclaré le 27 mars 2025 sur la plateforme GEREPE, contient les entrées et sorties de COV y compris dans l'air, l'eau et les déchets.

**Fait avec suite n° 3 (demande d'action corrective) :L'exploitant doit réaliser un bilan trimestriel des émissions de solvants qui contient un bilan des entrées et des sorties de matières y compris des solvants de dilution et de nettoyage et déterminer les rejets dans l'air, dans l'eau et dans les déchets et le transmettra à l'Inspection des installations classées à la même fréquence sous un délai maximal de 3 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 5 : Schéma de maîtrise des émissions de COV

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 37.II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Schéma de maîtrise des émissions de COV

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un schéma de maîtrise des émissions de COV, tel que défini ci-après.

Ce schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies au point II de l'article 32.

Le schéma est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation, dans les conditions définies au chapitre 3.5.1 de l'annexe de la circulaire du 23 décembre 2003 susvisée.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne réalise pas de schéma de maîtrise des émissions. Aussi, cette prescription est sans objet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Emission annuelle cible**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 37.III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emission annuelle cible</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'émission annuelle cible, définie par la circulaire du 23 décembre 2003 susvisée, est de 0,375 kg de COV par kg d'extraits secs. Pour le respect de cette valeur limite, la société applique et tient à jour le schéma de maîtrise des émissions de COV réalisé sur la base du guide de rédaction relatif aux secteurs de la mécanique, la plasturgie, l'électricité et l'électronique, établi par le ministère en charge de l'environnement en partenariat avec la profession, et ses mises à jour.</p> <p>Dans le cadre de la transmission du bilan trimestriel des émissions de solvants prévu au point I ci-dessus, l'exploitant se positionne par rapport à cette valeur d'émission cible, en précisant, le cas échéant, les raisons pour lesquelles l'émission cible n'est pas atteinte et les mesures prises pour résorber les écarts.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En séance, l'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection son bilan COV 2024 où figure le calcul de l'émission annuelle cible (EAC).</p> <p>L'exploitant ne comptabilise pas le solvant de rinçage car il n'y a pas de pulvérisation avec ce produit.</p> <p><b><u>Observation n° 1: Pour valider la non comptabilisation de ce solvant de rinçage, l'exploitant justifiera que celui-ci est en tout temps confiné.</u></b></p> <p>L'émission annuelle calculée est de 0,359 kg COV/kg ES. L'EAC est donc respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Contrôle du PGS et du SME**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 37.IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle du PGS et du SME</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les éléments nécessaires à la vérification du plan de gestion des solvants et du schéma de maîtrise des émissions sont tenus à la disposition de l'Inspection des installation classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Les documents suivants ont été tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées :

- la fiche de données de sécurité (FDS) du 7 février 2020 du produit durcisseur ARKOTE 75 CHAM RP30 16 04 175 (utilisé pour le RERNG),
- la FDS du 10 février 2025 du produit BARNIZ ARTHANE AG/5 L (utilisé pour le RERNG),
- la FDS du 9 novembre 2020 du produit BLEU RAL 5013 M7 M2519 BECKRYBASE 04AT2,
- le rapport de C<sub>2</sub>S du 25 février 2022 sur l'analyse de la teneur en COV dans des échantillons de déchets (échantillons d'avril 2022).

Des contrôles par sondage sur la concordance du pourcentage d'extraits secs ont été regardés par l'Inspection et des consommations de produits pour un véhicule :

- sur le produit ARKOTE 75 CHAM RP30 16 04 175, le conditionnement est à 1,75 kg et non 1,74 kg,
- pour le produit ARKOTE 75 CHAM RP30 16 04 175, le pourcentage de COV dans la FDS est concordant avec les données contenues dans le PGS,
- pour le produit BARNIZ ARTHANE AG/5 L, le pourcentage de COV dans la FDS n'est pas concordant (la FDS indique 53,56 % alors que le PGS indique 52,54 %),
- le poids du produit BARNIZ ARTHANE AG/5 L, indiqué dans le PGS est de 14,85 kg. Or, les contenants sont de 5 l, soit de 5 kg par bidons (densité de 1g/cm<sup>3</sup>), soit un total de 15 kg par véhicule.

Il a été rappelé à l'exploitant que les données (pourcentage COV, extrait sec, ...) doivent être mises à jour tous les ans en fonction des FDS et des fiches techniques.

Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis une version corrigée du PGS. Dans cette version, la quantité de 1,74 kg du primaire ARKOTE [...] n'est pas mise à jour.

Concernant la donnée O6 (perte dans les déchets), des explications ont été demandées à l'exploitant sur le pourcentage de COV contenus dans ses déchets.

Le rapport de C<sub>2</sub>S tenu à la disposition de l'Inspection indique les résultats suivants :

	Pourcentage de COV en %
Échantillon 1	81,3 ± 0,6
Échantillon 2	41,2 ± 0,2
Échantillon 3	7,94 ± 0,6

soit une proportion moyenne de 67,3 %.

Or, l'exploitant a pris une valeur de 80 % dans ses déchets de boues de peinture.

**En conséquence, c'est la moyenne de 67,3 % qui doit être prise en compte.**

**Observation n° 2 : L'exploitant mettra à jour son plan de gestion des solvants sous un mois en prenant en compte les observations et remarques de l'Inspection des installations classées.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Valeurs limites en concentration**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 32.I et II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites en concentration

**Prescription contrôlée :**

**I. Généralités**

Les rejets issus des installations listées à l'article précédent respectent les valeurs limites en concentration prévues par le présent article, les concentrations en polluants étant exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm<sup>3</sup>) sur gaz sec rapportées à une teneur en oxygène dans les effluents de 3% en volume. Ces valeurs limites s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations, ces périodes étant cependant aussi limitées dans le temps que possible.

**II. Valeurs limites en concentration**

Les rejets atmosphériques canalisés respectent les valeurs limites suivantes en concentration:

Numéro de cheminée	Concentration de poussières (en mg/Nm <sup>3</sup> )	Concentration de SO <sub>2</sub> (en mg/Nm <sup>3</sup> )	Concentration de NO <sub>x</sub> (en mg/Nm <sup>3</sup> )	Concentration de COV (en mg/Nm <sup>3</sup> )	Concentration de HCl (en mg/Nm <sup>3</sup> )
P (cabine de peinture primaire)	40	35	100	75	50
L (cabine de peinture laquée)	40	35	100	75	50
FT (cabine de peinture fausse teinte)	40	35	100	75	50

E (étuve laque)	40	35	100	75	50
-----------------	----	----	-----	----	----

[...]

#### Constats :

Seul le respect des valeurs limites en COV a été vérifié.

En séance, l'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection les documents suivants :

- le rapport SOCOTEC du 10 octobre 2025 des concentrations en polluants dans les rejets atmosphériques pour le prélèvement du 26 août 2025 au 28 août 2025,
- le rapport DEKRA du 17 août 2023 de mesure de rejets de substances à l'émission dans l'atmosphère pour le prélèvement du 26 juin 2023.

Par courriel du 8 décembre 2025, l'exploitant a fourni à l'Inspection le rapport DEKRA du 17 août 2023 de mesure de rejets de substances à l'émission dans l'atmosphère pour le prélèvement du 4 juillet 2023 pour les cabines Primaire.

Suite à un questionnaire de l'exploitant sur le pourcentage d'O<sub>2</sub> fixé à 3% pour la mesure en COV, après vérification de la réglementation nationale, une erreur de prescription sur le pourcentage d'O<sub>2</sub> a été faite. Aussi, pour ces installations, le pourcentage d'O<sub>2</sub> à prendre en compte est le pourcentage d'O<sub>2</sub> mesuré.

**Observation n° 3 : L'exploitant devra procéder à une demande de modification de sa prescription concernant le pourcentage d'O<sub>2</sub> de mesure de l'article 32 de l'APC du 24 juillet 2009.**

Après examen des rapports de mesure cités ci-avant, les résultats sont les suivants :

Émissaire	Teneur en COV au pourcentage d'O <sub>2</sub> mesuré 26 juin 2023	Teneur en COV au pourcentage d'O <sub>2</sub> mesuré 4 juillet 2023	Teneur en COV au pourcentage d'O <sub>2</sub> mesuré 26 - 28 août 2025
P (primaire)		7,9 mg/Nm <sup>3</sup> 2,8 mg/Nm <sup>3</sup>	67,89 mg/Nm <sup>3</sup>

L (laque)	17,9 mg/Nm <sup>3</sup>		33,21 mg/Nm <sup>3</sup>
FT (fausse teinte)	72,3 mg/Nm <sup>3</sup> 22,7 mg/Nm <sup>3</sup>		20,98 mg/Nm <sup>3</sup>
E (étuve)	2,5 mg/Nm <sup>3</sup>		2,76 mg/Nm <sup>3</sup>

La concentration en COV est respectée au pourcentage d'O<sub>2</sub> mesuré.

Par ailleurs, l'AMPG de la rubrique 1978 impose une VLE en COV plus contraignante de 50 mg/Nm<sup>3</sup> pour les installations de séchage. Le rejet de l'étuve est néanmoins respecté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Valeurs limites en flux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 32.III

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites en flux

##### **Prescription contrôlée :**

Pour chaque paramètre prévue au point précédent, en dehors du COV, le flux horaire ne dépasse pas 80% du produit de la concentration instantanée maximale autorisée (cf. II du présent article) par le débit maximal autorisé (cf. I. de l'article précédent).

Le flux global annuel des poussières issues de l'ensemble des installations de grenailage ne dépasse pas 700 kg/an.

##### **Constats :**

En séance, l'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection les documents suivants :

- le rapport SOCOTEC du 10 octobre 2025 des concentrations en polluants dans les rejets atmosphériques pour le prélèvement du 26 août 2025 au 28 août 2025,
- le rapport DEKRA du 17 août 2023 de mesure de rejets de substances à l'émission dans l'atmosphère pour le prélèvement du 26 juin 2023.

Par courriel du 8 décembre 2025, l'exploitant a fourni à l'Inspection le rapport DEKRA du 17 août 2023 de mesure de rejets de substances à l'émission dans l'atmosphère pour le prélèvement du 4 juillet 2023 pour les cabines Primaire.

Après examen des rapports de mesure cités ci-avant, les résultats sont les suivants :

Pour le calcul du flux autorisé, les valeurs sont calculées à partir de la VLE en concentration et du débit :

Émissaire	Concentration (en mg/Nm <sup>3</sup> )	Débit maximal en Nm <sup>3</sup> /h	Flux autorisé en g/h
P [primaire]	75	120000	80 % x 75 x 120 = 7200
L [laque]	75	120000	80 % x 75 x 120 = 7200
FT [fausse teinte]	75	120000	80 % x 75 x 120 = 7200
E [étuve]	75	120000	80 % x 75 x 120 = 7200

Les résultats des flux figurant aux rapports énoncés précédemment sont :

Émissaire	Flux en g/h mesure du 26 juin 2023	Flux en g/h mesure du 4 juillet 2023	Flux en g/h Mesure des 26 au 28 août 2025	Conformité

P [primaire]		512/158	8794	Non
L [laque]	461		2296	Oui
FT [fausse teinte]	796 / 4077		1998	Oui
E [étuve]	6,6		2,76	Oui

Le flux en COVT n'est pas respecté pour la cabine Primaire en août 2025 en raison d'une teneur élevée en méthane dans les rejets atmosphériques: le rapport de contrôle du 10/10/2025 donne 30,03 mg/Nm3 comme valeur de concentration moyenne et 3892 g/h comme valeur de flux moyen de méthane.

Il n'y a pas de raison de retrouver dans les gaz de combustion le méthane utilisé comme combustible dans le process.

**Fait avec suite n° 4 (demande de justificatif/action corrective) : Bien que l'exploitant considère respecter les valeurs limites imposées, celui-ci ne respecte pas le flux autorisé sur la cabine de peinture Primaire.**

Sous un mois, l'exploitant apportera une explication concernant la présence de méthane dans les rejets atmosphériques de la cabine primaire constatée lors de l'intervention de l'organisme de contrôle en août 2025, et justifiera les actions mises en œuvre pour en réduire les émissions.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois